

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ, UN AN APRÈS...



Pile un an après la fusion des deux anciennes Régions Bourgogne et Franche-Comté, qu'en est-il du fonctionnement au quotidien de la nouvelle entité administrative et politique ? Inquiétude des agents, explosion des frais, autant de questions qui agitent encore le personnel et les élus. Confrontation des points de vue.

● **Analyse** Un ras-le-bol palpable

Les agents n'ont toujours pas digéré la fusion

Les agents territoriaux de la nouvelle Région

Bourgogne-Franche-Comté - environ un millier de personnes - sont toujours dans le flou quant à l'organisation de leur travail. Les syndicats dénoncent "une intenable attente."

“Le bilan de la fusion tient en un mot : c'est le bordel...” Triviale, mais avec le mérite d'être claire la remarque de Dominique Aubry-Frelin, déléguée syndicale C.F.D.T. au Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté. “Je vais demander une prime de Kleenex à la direction pour distribuer à tous nos collègues désespérés qui ne savent pas ce qu'ils deviendront. Jusqu'à maintenant, on a toujours tourné autour du pot et ce qu'il y a dans le pot, ce n'est pas terrible” poursuit-elle pleine d'amertume. La représentante syndicale dénonce tour à tour “l'intenable attente des agents, la solitude des cadres, l'explosion des équipes, l'évolution des missions et de leurs moyens, l'urgence d'un règlement du travail en site distant...” De tout cela, la C.F.D.T. en a fait part à Marie-Guite Dufay, la présidente de la Région, dans une lettre ouverte adressée le 17 novembre dernier. “Depuis deux ans, les agents attendent que les élections régionales soient passées, que le nouvel exécutif soit en place, que les directeurs soient nommés, que les chefs de service soient nommés, que les postes à rendre soient

définis, que le projet de mandat soit adopté (N.D.L.R. : il devait l'être à la séance du 16 décembre), que les politiques publiques soient définies, etc.”, si bien, poursuit le syndicat, que “les services support n'en peuvent plus, les services opérationnels attendent des politiques publiques claires à mettre en œuvre.” Dans la pratique, ces derniers mois, “cette situation aboutit à une prise en charge managériale très contrastée de l'annonce des organigrammes, certains directeurs ne semblent plus en mesure d'assurer le “service après-vente” et laissant la charge de la communication aux bruits de couloir, aux mails dans le meilleur des cas” poursuit l'organisation.

En pratique, les services sont en pleine réorganisation et la plupart d'entre eux doivent “rendre des postes.” “Je fais partie du service relations publiques, rattaché à la direction de la communication et au cabinet. On est donc rattachés au site de Besançon. La nouvelle organisation prévoit que cette direction comprenne 8 agents à Dijon et 20 à Besançon. S'il n'y a pas de mobilité forcée, dans les faits, on devra bouger. Mon service passe en bi-site. Du coup, mon poste sera peut-être sur Dijon, peut-être sur Besançon. On nous prépare à une vie de Parisien. Si j'ai fait le choix d'habiter à Besançon, ce n'est pas pour avoir une vie de Parisien. On est tous dans l'incertitude” résume



Maryline Dinette, agent territorial à Besançon avec Dominique Aubry-Frelin, secrétaire de la section C.F.D.T. du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.

Maryline Dinette, agent territorial. Ils sont environ un millier comme elle à attendre que soit définitivement arrêté le mode de fonctionnement des services à la Région. Pour les 3 000 agents des lycées, la fusion ne changera rien à leur quotidien. Les tensions se cristallisent donc sur un millier d'agents environ (550 en Bourgogne et 450 en Franche-Comté).

Avec ce bouleversement et l'attraction centrifuge de Dijon pour certains services, le milieu associatif, culturel et sportif notamment ne cache pas non plus ses inquiétudes. De nombreuses réunions se passent désormais à Dijon,

“où on ne voit plus personne de Franche-Comté. Trop loin, trop compliqué pour eux” observe un cadre. “Les agents qui sont en face-à-face direct avec les partenaires extérieurs comme les associations ou les étudiants pour les bourses par exemple passent leur temps à repousser leurs réponses. Voilà un an que Marie-Guite Dufay est élue et on est toujours dans le flou le plus complet !” s'indigne un autre agent. La question de la résidence administrative des agents inquiète toujours les syndicats. Si un agent a sa résidence administrative à Besançon par exemple et qu'il est envoyé en mission

à Dijon, les frais de repas et de déplacement doivent être pris en charge. “On nous a annoncé que ce serait la règle et maintenant on s'aperçoit que la règle a évolué entre-temps et que les trajets Besançon-Dijon ne feraient peut-être sur le temps personnel. Là encore, on est dans le flou” poursuit Dominique Aubry-Frelin. Le principe du travail en site distant, validé, sera évalué dans deux ans et révisable tous les ans. Autre motif d'inquiétude des agents territoriaux.

Afin de préparer au mieux les mutations à venir et recueillir l'avis des agents, la Région a mis en place un système de “remue-méninges” qui consiste à recueillir les suggestions des agents pour l'amélioration de l'organisation de travail. L'idée, louable, n'a pas les résultats escomptés selon les syndicats : “J'ai l'impression qu'on est passé du “Cause toujours” au “Ferme ta gueule”. Beaucoup d'agents se sont impliqués dans ce remue-méninges et ils commencent à s'apercevoir que ça ne servira à rien. Ils nous ont vendu le concept en disant qu'ils feront de la co-construction alors que c'est déjà tout tracé” se désole un autre agent. La représentante syndicale C.F.D.T. termine avec dépit : “Des agents nous disent : “Je n'avais jamais pris de cachets jusqu'à maintenant. Maintenant, je prends des anxiolytiques...” Ce n'est pas ça la fusion que nous souhaitons...”

Des rencontres intersyndicales prévues d'ici la fin de l'année devaient donner le ton des prochaines semaines au sein d'une institution régionale bouleversée par cette réforme avant tout politique, et dont ils subissent tous les conséquences. ■